Archive BIG TERMINAL de https://fr.wikipedia.org/wiki/T%C3%A9l%C3%A9communications_au_Burkina_Faso — consultée le 2026-11-19

Télécommunications au Burkina Faso

Cet article doit être actualisé (novembre 2022).

Certains passages annoncent des événements désormais passés, ou présentent des faits anciens comme actuels. Mettez les à jour en utilisant des informations pertinentes et vérifiables ou discutez-en. Vous pouvez aussi préciser les sections à actualiser avec {{section à actualiser}}.

Motif : Les informations et données sur la télécommunication au Burkina ont évolué.

Les télécommunications au Burkina Faso comprennent la radio, la télévision, les téléphones fixes, les téléphones mobiles et la connexion Internet.

Le marché de la téléphonie au Burkina Faso est encore relativement peu développé. Bien que la pénétration du mobile soit légèrement supérieure à 100 %, elle reste inférieure à la moyenne africaine. La téléphonie fixe et les connexions Internet sont très faibles, en grande partie à cause d'une mauvaise infrastructure de réseau. Le gouvernement a mis en place un certain nombre de politiques visant à améliorer les niveaux d'investissement et d'utilisation des réseaux, mais l'impact de la pandémie de Covid 19 a entravé ces efforts[1].

Histoire [modifier | modifier le code]

Les infrastructures de base tels que le réseau des postes et télégraphes sont construites pendant la période coloniale française. Dès 1931, la Colonie de Haute-Volta compte 19 bureaux de Postes et Télégraphes, le réseau télégraphique filaire de la colonie s'étend sur 3 856 km et une ville dispose d'un réseau téléphonique urbain : Ouagadougou (1922)[2].

La radio est le moyen de communication le plus populaire du pays. L'utilisation des télécommunications au Burkina Faso est faible et limitée en raison de la faible pénétration de l'électricité, même dans les grandes villes. Il n'y avait que 141 400 téléphones fixes en service en 2012, dans un pays de 17,4 millions d'habitants. L'utilisation des téléphones portables a grimpé en flèche, passant de 1,0 million de lignes en 2006 à 10 millions en 2012. L'utilisation d'Internet est également faible, avec seulement 3,7 utilisateurs pour 100 habitants en 2012, soit un peu plus de 643 000 utilisateurs au total. Le taux de

pénétration d'Internet dans l'ensemble de l'Afrique était de 16 utilisateurs pour 100 habitants en 2013.

Régulation et contrôle [modifier | modifier le code]

La constitution et la loi prévoient la liberté d'expression et de la presse, et le gouvernement respecte généralement ces droits dans la pratique[3].

Tous les médias sont sous la tutelle administrative et technique du ministère de la Communication, qui est chargé d'élaborer et de mettre en œuvre la politique gouvernementale en matière d'information et de communication. Le Conseil supérieur de la communication (CSC), un organe semi-autonome relevant du Bureau du président, surveille le contenu des programmes de radio et de télévision, des journaux et des sites Web Internet pour garantir le respect des normes d'éthique professionnelle et de la politique gouvernementale. La CPS peut convoquer des journalistes et émettre des avertissements pour des violations ultérieures. Les audiences peuvent porter sur des allégations de diffamation, de trouble à l'ordre public, d'incitation à la violence ou d'atteinte à la sûreté de l'État[3].

Les journalistes font parfois l'objet de poursuites pénales pour diffamation et d'autres formes de harcèlement et d'intimidation. Outre l'interdiction d'insulter le chef de l'État, la loi interdit également la publication d'images choquantes et le manque de respect envers les défunts. Bien que le gouvernement ne tente pas d'empêcher les critiques, certains journalistes pratiquent l'autocensure[3].

Le gouvernement burkinabé, dans sa stratégie de développement des télécommunications, a affirmé son objectif de faire des télécommunications un service universel accessible à tous. Une grande partie de cette stratégie est la privatisation de l'Office national des télécommunications (ONATEL), avec un accent supplémentaire sur un projet de promotion de la téléphonie rurale. En 2006, le gouvernement a vendu une participation de 51 % dans la compagnie nationale de téléphone, l'ONATEL, et a finalement prévu de ne conserver qu'une participation de 23 % dans la société[4].

Radio et télévision [modifier | modifier le code]

- Stations de radio : 2 AM, 26 FM et 3 stations à ondes courtes[4] ; la radio publique gère un réseau national et régional ; nombre substantiel de stations de radio privées; transmissions de plusieurs radiodiffuseurs internationaux disponibles à Ouagadougou (2007)[4].
- Chaînes de télévision : 1 publique et 1 privée (2007)[4].

La radio est le moyen de communication le plus populaire du pays. Des dizaines de stations de radio privées et communautaires et une poignée de chaînes de télévision privées opèrent aux côtés de leurs homologues publics. Le BBC World Service, Voice of America et Radio France Internationale sont tous en ondes dans la capitale, Ouagadougou[5].

Téléphonie [modifier | modifier le code]

- Indicatif téléphonique : +226[4]
- Préfixe d'appel international : 00[6]
- Lignes principales :
  - 141 400 lignes en service (2012)[4] ;
  - 94 800 lignes en circulation, 144e au monde (2006)[4].
- Cellulaire mobile :
  - 10,0 millions de lignes, 79e au monde (2012)[4] ;
  - 1,0 million de lignes, 123e au monde (2006)[4].
- Système téléphonique : le système comprend des stations de relais radio micro-ondes, à fil ouvert et de radiotéléphonie ; les connexions au réseau fixe sont inférieures à 1 pour 100 personnes ; l'utilisation du cellulaire mobile, favorisée par plusieurs fournisseurs, augmente rapidement à partir d'un niveau bas (2011)[4].
- Stations terrestres satellites : 1 Intelsat (Océan Atlantique) (2011)[4].
- Câbles de communication : Le Burkina Faso est relié au réseau mondial de câbles sous-marins et à la dorsale Internet internationale par le réseau de transmission à fibre optique Sonatel du Sénégal[7].

Premier développement du marché mobile [modifier | modifier le code]

L'Office National des Télécommunications (ONATEL) lance le premier réseau mobile basé sur la technologie CDMA2000 en 1998. La concurrence est introduite sur le segment de la téléphonie mobile en 2000 avec l'introduction des nouveaux opérateurs de réseau GSM Celtel, Télécel Faso et Telmob de l'ONATEL. Cela a fait baisser les tarifs alors même que la densité et la zone de couverture augmentaient[8].

L'utilisation des téléphones mobiles augmente rapidement dans les années 2000, passant de 2 700 abonnés en 1998 à 1,0 million en 2006[4], à 10,0 millions en 2012[4]. et à 21,4 millions en 2020[9]. Cependant, l'ARPU est resté faible, car les abonnés mobiles ont adopté des comportements tels que le « flashage » pour minimiser leurs coûts et l'ancienne tradition orale et la culture du tambour parlant du Burkina Faso se sont harmonisées avec l'introduction des technologies de téléphonie mobile[10]. De plus, les propriétaires de

téléphones portables ont acquis un statut en pouvant prêter leurs téléphones à d'autres personnes dans leurs communautés[10].

Implication internationale du groupe [modifier | modifier le code]

En 2006, Maroc Telecom (elle-même partie du groupe Etisalat) prend une participation majoritaire dans ONATEL, qu'elle a portée à 61 % en 2018[11], et à partir du 1er juillet 2019, Maroc Telecom consolide Onatel, Mauritel, Gabon Télécom, Sotelma, Casanet, AT Côte d'Ivoire, Etisalat Bénin, AT Togo, AT Niger, AT Centrafrique et Tigo Tchad dans ses comptes. En janvier 2021, Maroc Telecom rebaptise l'ensemble de ses filiales africaines en Moov Africa[12].

En 2005, Celtel est racheté par le groupe koweïtien Zain. En 2010, le groupe Zain décide de vendre la majeure partie du groupe Celtel au groupe indien Bharti Airtel[13], qui a rebaptisé Celtel en Airtel Burkina Faso. En juin 2016, Orange SA acquiert le réseau et les 4,6 millions d'abonnés d'Airtel Burkina Faso[14]. À la suite d'un ambitieux plan de modernisation du réseau, 9 mois plus tard, le réseau est rebaptisé Orange Burkina Faso avec une base d'abonnés de 6,3 millions.

Selon le site internet du Régulateur des Communications du Burkina Faso[9], à fin 2020 le Marché des Télécommunications Mobiles (21,4 M d'abonnements) se répartissait comme suit :

- Orange BF SA, 9 403 367 abonnements (43,72 %)
- Onatel SA, 9 086 709 abonnements (42,24 %)
- Télécel Faso SA, 2 946 469 abonnements (13,70 %)

Internet [modifier | modifier le code]

- Domaine de premier niveau : .bf[4]
- Internautes :
  - 643 504 utilisateurs, 127e au monde ; 3,7 % de la population, 194e au monde (2012)[15] ;
  - 178 100 utilisateurs, 144e au monde (2009)[4] ;
  - 80 000, 146e mondial (2006)[4].
- Haut débit fixe : 14 166 abonnements, 139e mondial ; 0,1 % de la population, 169e au monde (2012)[16].
- Haut débit sans fil : Inconnu (2012)[17].
- Hébergeurs Internet :
  - 1 795, 164e mondial (2012)[4] ;

  - 193 hôtes, 178e au monde (2007)[4].
- IPv4 : 32 512 adresses allouées, moins de 0,05 % du total mondial, 1,9 adresses pour 1000 personnes (2012)[18].
- Fournisseurs d'accès Internet : 1 FAI (1999) (à actualiser).

L'utilisation d'Internet est faible, mais le secteur a commencé à s'améliorer à la suite de l'installation d'une liaison internationale en fibre optique à 22 Mbit/s, une amélioration considérable par rapport à la liaison précédente à 128 kbit/s. Des nœuds d'accès secondaires ont commencé à apparaître dans les grandes villes et les cybercafés fournissaient un accès Internet à un plus large éventail d'utilisateurs finaux[19].

FasoNet de l'ONATEL est le premier fournisseur d'accès Internet filaire du pays, dominant le marché du haut débit avec ses offres fixes-sans fil ADSL et EV-DO[20].

Les opérateurs mobiles proposent des services de données utilisant les technologies GPRS et EDGE, et la technologie haut débit mobile de troisième génération (3G) n'a été introduite qu'en 2013 par Bharti Airtel[21].

Une « étude de l'UIT de mars 2013 sur la connectivité Internet internationale en Afrique subsaharienne » indique que le « marché Internet n'est pas suffisamment dynamique et compétitif » au Burkina Faso et que les coûts élevés des téléphones mobiles capables d'accéder à Internet (plus de six fois le coût d'un mobile) et les abonnements Internet mobile (jusqu'à sept fois le coût du mobile de base) limitent le nombre d'internautes[22].

Censure et surveillance [modifier | modifier le code]

Il n'y a aucune restriction gouvernementale sur l'accès à Internet; cependant, le Conseil supérieur de la communication (CSC) surveille les sites Web Internet et les forums de discussion pour s'assurer du respect de la réglementation en vigueur. Par exemple, en mai 2012, la CPS lance un avertissement à un site Web sur lequel un utilisateur aurait insulté le président Compaoré dans un forum Internet[3].

La constitution et la loi prévoient la liberté d'expression et de la presse, et le gouvernement respecte généralement ces droits dans la pratique. La loi interdit aux personnes d'insulter le chef de l'État ou d'utiliser un langage désobligeant à l'égard de la fonction ; cependant, des individus critiquent le gouvernement publiquement ou en privé sans représailles[3]. La constitution et la loi interdisent l'ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance, et le gouvernement respecte généralement ces interdictions dans la pratique[3].

Articles connexes [modifier | modifier le code]

- Radio Télévision du Burkina, radiodiffuseur national du Burkina Faso.
- Maroc Telecom, actionnaire à 51% d'ONATEL depuis décembre 2006.
- Liste des projets de câbles à fibres optiques terrestres en Afrique
- Médias au Burkina Faso
- Économie du Burkina Faso
- e-burkina

Notes et références [modifier | modifier le code]

1. ↑ (en) Henry Lancaster et Peter Lange, « Burkina Faso - Telecoms, Mobile and Broadband - Statistics and Analyses [archive] », sur *Budde.com*, 14 juillet 2020 (consulté le 6 avril 2021).
2. ↑ « Les Postes, télégraphes, téléphones et la télégraphie sans fil en Afrique Occidentale Française », *Exposition coloniale internationale de Paris*, 1931, p. 1–10 (lire en ligne [archive], consulté le 6 décembre 2025)
3. ↑ a b c d e et f (en) Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, U.S. Department of State, « Burkina Faso [archive] », sur *Country Reports on Human Rights Practices for 2012*, 18 avril 2013 (consulté le 11 février 2014).
4. ↑ a b c d e f g h i j k l m n o p q et r (en) U.S. Central Intelligence Agency, « Communications: Burkina Faso [archive] », sur *World Factbook*, 28 janvier 2014 (consulté le 11 février 2014).
5. ↑ (en) « Burkina Faso profile [archive] », sur *BBC News*, 14 août 2012 (consulté le 11 février 2014).
6. ↑ (en) « Dialing Procedures (International Prefix, National (Trunk) Prefix and National (Significant) Number) (in Accordance with ITY-T Recommendation E.164 (11/2010))*Annex to ITU Operational Bulletin No. 994-15.XII.2011* [archive] » [PDF], sur *International Telecommunication Union (ITU, Geneva)*, 15 décembre 2011 (consulté le 11 février 2014).
7. ↑ (en) « Internet connectivity in Senegal, slide 15, Aminata Drame [archive] » [PDF], sur *ITU workshop on Apportionment of revenues and international Internet connectivity*, Genève, Suisse, 23–24 janvier 2012 (consulté le 11 février 2014).
8. ↑ (en) International Monetary Fund, *Burkina Faso: Poverty Reduction Strategy Paper Progress Report*, International Monetary Fund, 2004 (lire en ligne [archive]).
9. ↑ a et b (en) « DONNEES DU MARCHE NATIONAL DE LA TELEPHONIE MOBILE - 3ème Trimestre 2020 [archive] », sur *ARCEP*, 31 décembre 2020 (consulté le 6 avril 2021).
10. ↑ a et b (en) Lawrence Rupley, Lamissa Bangali et Boureima Diamitani, *Historical Dictionary of Burkina Faso (voir partie « Telecommunications »)*, Scarecrow Press, Inc., 2013 (ISBN 978-0-8108-6770-3).
11. ↑ (en) « Maroc Telecom ups Onatel stake to 61% [archive] », sur *Comms Update*, 18 avril 2018 (consulté le 6 avril 2021).
12. ↑ (en) « Maroc Telecom rebrands African subsidiaries as Moov Africa [archive] », sur *Comms Update*, 4 janvier 2021 (consulté le 6 avril 2021).
13. ↑ (en) John Ribeiro, « Zain Approves Airtel's Acquisition of Its African Operations [archive] », sur *CIO*, 25 mars 2010 (consulté le 26 avril 2021).

14. ↑ (en) Kavit Majithia, GSMA, « GSMA Mobile World Live: Orange completes Burkina Faso rebrand [archive] », sur *Mobile World Live, 16 mars 2017 (consulté le 26 avril 2021).*
15. ↑ (en) « Percentage of Individuals using the Internet 2000-2012 [archive] » [xls], sur *International Telecommunication Union*, Genève, Suisse, juin 2013 (consulté le 22 juin 2013).
16. ↑ (en) « Fixed (wired)-broadband subscriptions per 100 inhabitants 2012 [archive] », sur *Dynamic Report, ITU ITC EYE, Union internationale des télécommunications* (consulté le 29 juin 2013).
17. ↑ (en) Dynamic Report, ITU ITC EYE, Union internationale des télécommunications, « Active mobile-broadband subscriptions per 100 inhabitants 2012 [archive] » (consulté le 29 juin 2013).
18. ↑ (en) Central Intelligence Agency, « Population », sur *The World Factbook*, États-Unis (consulté le 2 juin 2012). Notes : les données datent du 1er juillet 2012.
19. ↑ (en) « Reliable ICT Services| Internet Over Fiber Services Burkina Faso [archive] », *Vizocom - Satellite Internet and VSAT Solutions* (consulté le 13 mai 2020).
20. ↑ (en) « Burkina Faso - Telecoms, Mobile and Broadband [archive] », sur *BuddeComm*, 29 janvier 2014 (consulté le 11 février 2014).
21. ↑ (en) « Airtel launches first 3.75 G service in Burkina Faso [archive] », sur *IT News Africa*, 28 mai 2013 (consulté le 19 avril 2015).
22. ↑ (en) International Telecommunication Union (ITU), « Study on international Internet connectivity in sub-Saharan Africa [archive] » [PDF], sur *Abossé Akue-Kpakpo*, mars 2013 (consulté le 11 février 2014).

Liens externes [modifier | modifier le code]

- Autorité de régulation des communications électroniques [archive] (ARCE, Autorité de régulation des communications électroniques, Bureau d'enregistrement du domaine .bf.)

v · m	Télécommunications en Afrique [masquer]
États souverains	Afrique du Sud · Algérie · Angola · Bénin · Botswana · **Burkina Faso** · Burundi · Cameroun · Cap-Vert · Centrafrique · Comores · République du Congo · République démocratique du Congo · Côte d'Ivoire · Djibouti · Égypte · Érythrée · Eswatini · Éthiopie · Gabon · Gambie · Ghana · Guinée · Guinée-Bissau · Guinée équatoriale · Kenya · Lesotho · Liberia · Libye · Madagascar · Malawi · Mali · Mauritanie · Maurice · Maroc · Mozambique · Namibie · Niger · Nigeria · Ouganda · Rwanda · Sao Tomé-et-Principe · Sénégal · Seychelles · Sierra Leone · Somalie · Soudan · Soudan du Sud · Tanzanie · Tchad · Togo · Tunisie · Zambie · Zimbabwe

Portail des télécommunications **Portail du Burkina Faso**

Catégories : Télécommunications en Afrique | Télécommunications par pays [+]

La dernière modification de cette page a été faite le 13 mai 2026 à 17:42. La page a été rendue avec Parsoid.

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous licence Creative Commons attribution, partage dans les mêmes conditions ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les conditions d'utilisation pour plus de détails, ainsi que les crédits graphiques. En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez comment citer les auteurs et mentionner la licence. Wikipedia® est une marque déposée de la Wikimedia Foundation, Inc., organisation de bienfaisance régie par le paragraphe 501(c)(3) du code fiscal des États-Unis.

Politique de confidentialité À propos de Wikipédia Avertissements Contact Contacts juridiques & sécurité

Code de conduite Développement Statistiques Déclaration sur les témoins (cookies) Version mobile



